

Sauf erreur, le gouvernement du Nord ne trouve rien à redire à cette position. Dans la pratique, cela veut dire le maintien du partage du Vietnam, ne serait-ce que pour permettre la guérison des plaies que les conflits du dernier quart de siècle ont ouvertes, ainsi que de nouvelles dispositions tendant à l'unification éventuelle du pays.

"Troisièmement, nous reconnaissons l'unité du peuple vietnamien. Nous ne voulons pas freiner l'unification du Vietnam. Nous nous devons de reconnaître, toutefois, que la division temporaire de ce pays reflète les réalités politiques de l'heure et qu'on ne peut y mettre fin par la force. C'est aux habitants des deux parties du Vietnam de décider quand et dans quelles conditions les préparatifs de réunification pourront commencer. Ce n'est pas une chose qu'on peut imposer au peuple vietnamien de l'extérieur ou sans tenir compte du droit à l'autodétermination qu'il doit exercer comme n'importe quel autre peuple.

"Quatrièmement tout règlement au Vietnam exigera une présence internationale. On admet, en général, que toutes les forces de l'extérieur devront se retirer des deux parties du Vietnam dès que les conditions le permettront. Cela répondrait aux termes de l'Accord de Genève. La même chose s'applique aux bases militaires au Vietnam.

"Il faudra sans doute que tout règlement conclu par les parties intéressées fasse l'objet d'une surveillance internationale pendant un certain temps afin de donner à chaque côté des garanties suffisantes que les termes du règlement seront appliqués équitablement. Nous n'avons aucune opinion bien arrêtée sur la forme que pourrait revêtir cette surveillance internationale.

"Si l'on décidait de confier aux trois puissances de l'actuelle Commission internationale de Contrôle le nouveau mandat élargi, je puis assurer la Chambre que le Canada n'hésitera pas à collaborer de tout coeur à la création d'une nouvelle force de contrôle. Il nous faudra dans ce cas envisager, à la lumière de notre expérience, les pouvoirs et les moyens à accorder à une telle force pour lui permettre de remplir son mandat avec efficacité et compte tenu des intérêts des parties.

"Cinquièmement, il revient, selon nous, au peuple vietnamien lui-même de choisir son propre avenir politique et la forme des institutions destinées à le régir. Nous voyons d'un bon oeil les efforts réalisés au Vietnam du Sud pour amener les conditions favorables à l'élection d'un gouvernement constitutionnel imbu des intérêts des citoyens du Sud. Sauf erreur, ces élections seront tenues cette année. Nous espérons qu'après la cessation des hostilités et le règlement du conflit actuel, toutes les couches de la population sud-vietnamienne seront appelées à participer équitablement, constitutionnellement et pacifiquement à la vie politique du Vietnam du Sud. A en croire la déclaration de M. Goldberg, la représentation du Vietcong au sein de cette nouvelle conférence ne poserait pas de problème insurmontable.

"Sixièmement, il y a, à notre avis, des avantages aux propositions en faveur de la neutralisation non seulement du Vietnam mais aussi de plusieurs autres pays du Sud-Est asiatique.